



CRENEAUX PORTEURS DU SECTEUR TERTIAIRE



CENTRE DE FORMATION COUTURE ET COIFFURE

TABLE DES MATIERES

1.APERÇU SUR LE SECTEUR	3
1.1.Présentation de la branche de la formation couture et coiffure	3
1.2.La destination de l'activité du centre de formation	6
2.ASPECTS PHYSIQUES ET TECHNIQUES	7
2.1.Processus de production : Les différents cursus	7
2.2.Matières et Modules à enseigner	8
2.3.Flux d'entrée et de sortie par niveau de formation.....	8
2.4.Besoins en locaux et équipements.....	8
3.ASPECTS REGLEMENTAIRES ET INSTITUTIONNELS	10
3.1.Réglementation intérieure en vigueur.....	10
3.2.Les structures d'appui du secteur.....	10
3.2.1.Structures administratives	10
3.2.2.Structures professionnelles.....	10
4.ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX	11
4.1.Conditions d'installation.....	11
4.2.Normes	11
5.ASPECTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX	12
5.1.Le marché national.....	12
5.1.1.Principales caractéristiques de la demande.....	12
5.1.2.Volume de l'offre existante	14
5.2.Potentiel de croissance du secteur.....	15
6.INVESTISSEMENTS NECESSAIRES	17
6.1.Equipements nécessaires pour démarrer l'activité.....	17
6.2.Chiffre d'affaires	17
6.3.Charges d'exploitation prévisionnelles : fixes et variables	18
6.4.Compte d'exploitation prévisionnel.....	18
6.5.Rentabilité financière	19
7.ANALYSE DE L'ATTRACTIVITE ET DE LA FAISABILITE DU CRENEAU	20
8.CONTACTS ET SOURCES D'INFORMATION.....	21

1. APERÇU SUR LE SECTEUR

Le secteur de la couture – coiffure est la première activité artisanale au Sénégal, en raison du nombre (23 964 pour la couture et 7 031 pour la coiffure : Recensement Artisanat 2004), la filière habillement (concept intégrant la confection, la coiffure, la bijouterie, et les accessoires de mode) présente des atouts importants : une main d'œuvre féminine importante dont la formation doit être renforcée. Les atouts du secteur résident dans :

-La disponibilité des matières premières locales, le savoir-faire des professionnels des deux filières, l'originalité et la variété des produits.

-Le secteur de la Mode est un secteur encore très peu structuré (peu d'organisations professionnelles). La structuration professionnelle et institutionnelle autour du critère de la qualité est donc nécessaire. Ce processus devra passer par le renforcement de la formation et la professionnalisation.

1.1 Présentation de la branche de la formation couture et coiffure

Les différentes structures de formation en couture et coiffure existantes au Sénégal ne prévoient pas dans leurs approches pédagogiques une articulation des besoins des élèves à une formation académiques (sélection, aptitude, cursus, et évaluation diplômante) dans une approche par la compétence. A l'opposé de l'offre de formation informelle qui ne tient pas compte des réalités socio-économiques (où il faut allier théorie et pratique pour une meilleure insertion des jeunes filles dans le tissu économique). Face à ce besoin à satisfaire et à combler, il est possible d'envisager :

- Un dispositif de formation initiale pour l'acquisition des connaissances et des compétences de base dans le domaine de la couture et de la coiffure selon les aptitudes;

- Un dispositif de formation continue pour les jeunes en activités dans les différents salons pour une mise à niveau ;

- Un dispositif de formations techniques modulaires adaptées aux opérations spécifiques et aux changements du secteur;

Les formations à dispenser doivent, de plus en plu épouser la réforme de l'ingénierie de formation qui s'articule autour des résolutions suivantes:

- Les programmes doivent être conçus selon une approche par les compétences,

DASP | CRENEAUX PORTEURS | CENTRE DE FORMATION COIFFURE-COUTURE

- Les compétences doivent être regroupées en modules capitalisables utilisés pour la formation initiale et la formation continue, selon des programmes validés par les institutions académiques;
- Les programmes doivent intégrer des modalités de diffusion sous forme d'alternance Ecole/Salon et d'apprentissage continue Salon/Ecole.

1.1.1 Capacité de l'offre de formation professionnelle au Sénégal

Le dispositif sénégalais d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle (ETFP) est organisé dans les instituts et les lycées techniques (Enseignement Technique) et dans les centres de formation professionnelle et technique (Formation Professionnelle).

Les établissements, publics ou privés, sont pour la plupart implantés dans la région de Dakar qui en compte plus d'une centaine. Le privé représente près de 57% de ces structures. Ces structures proposent des formations pour tous les secteurs de l'économie : secteurs primaire, secondaire et tertiaire, et à différents niveaux allant de l'apprentissage aux cycles supérieurs par la formation d'ingénieurs.

Listes des entreprises formelles des secteurs d'activité

Structure de formation	Localisation
EXOTIF'S SARL (Centre de formation coiffure)	Dakar Ponty
INSTITUT Clothilde MUGNIER	Dakar
BODY BEST SARL	Dakar
ZEN ATTITUDE	Dakar
1-Complexe Dialyss Coiffure Formation - DCF-	Point E Rue 2 x B N°6A
2- DCF- (coiffure) Annexe banlieue)	Cité Soprim en face n°5C
C.A.I.F - Centre d'Appui à l'Initiative Féminine	Sacré Cœur 3
CFPF Centre de Formation et de Perfectionnement de la Fenaph	Zone SONEPI
E.N.F.E.F.S.	Dakar

L'annuaire de la Direction de l'Artisanat, réactualisé en 2004 fournit un nombre de 38 465 entreprises (coiffures et coutures) totalement informelles. L'annuaire de classement des entreprises (CUCI) de l'ANSD, datant de 2009 donne la répartition

suivante des entreprises de la branche formation couture et coiffure en fonction de leur taille:

Désignation	2007	2008	2009
Entreprise Formelle Privée	7	7	7
Couture et coiffure artisanales		38 465	

(Source ANSD BDEF 2007) (Source Recensement Artisanat 2004 Direction Artisanat)

Des enquêtes sur près de 120 Institutions publiques et privées relèvent une capacité de formation de l'ordre 27 000 places alors que l'effectif inscrit ne représente que 63,3% de cette capacité d'accueil (Educ.III 2000). Sur ce nombre d'inscrits on comptait 43% de filles qui se retrouvent essentiellement au niveau des effectifs des Centres d'Enseignement Technique Féminin (C.E.T.F.), qui axent leur formation sur l'enseignement familial et social (couture, teinture, broderie, cuisine, entretien du textile, etc.) mais de façon sommaire.

PRODUCTION EDUCATION EN CHIFFRES D'AFFAIRES

RUBRIQUE	2006	2007	2008	2009
CHIFFRE D'AFFAIRES(Millions)	12 626	14 501	15 288	16 209
Travaux, services vendus	12 258	14 029	14 726	13 994
VALEUR AJOUTEE	5 356	6 024	4 217	4 365

(Source ANSD BDEF 2010)

1.1.2 .Architecture des diplômes existants

L'architecture de base des diplômes d'État qui sanctionnent les formations préparant à l'exercice du métier comme couturière ou coiffeuse qualifiée ou technicien est constituée des diplômes suivants :

- le **Certificat d'Aptitude Professionnelle (C.A.P)**,
- le **Brevet d'Études Professionnelles (B.E.P)**,
- le **Brevet Professionnel (B.P)**,
- le **Brevet de Technicien (B.T. S)**.

La formation de ces établissements devrait déboucher notamment par :

- une relation très étroite avec les entreprises par le biais de convention de partenariat,
- des taux de réussite supérieurs à la moyenne nationale,
- un équipement approprié pour assurer une qualité de la formation,
- un taux d'insertion acceptable.

On note comme principaux acteurs :

- Des centres de formation dans le domaine de l'économie familiale et sociale, implantés à travers le pays, intervenant principalement pour la formation de jeunes filles. Ces centres délivrent des attestations et des diplômes d'état dans des spécialités liés à la couture et à la coiffure (CETF)
- L'École Nationale de Formation en Économie Familiale et Sociale (ENFEFS),

Un centre de formation professionnelle d'excellence pourrait, garantir une qualité de formation adaptée aux exigences nouvelles des salons de couture et de coiffure, et ainsi favoriser la diffusion de méthodes théoriques et pratiques en accord avec les réglementations d'hygiène (manipulation des produits pour les cheveux, pour la peau).

Les besoins des couturières et coiffeuses témoignent d'une attente forte vis-à-vis d'un centre de formation, à leur écoute, réactif aussi bien en formation continue (renforcer le personnel existant) , qu'initiale(cursus des débutants).

1.2 . La destination de l'activité du centre de formation

Le centre de formation spécialisé pour la couture et la coiffure aura comme finalité de permettre aux couturières et coiffeuses d'accroître à très court terme leur professionnalisme très décrié, en leur proposant :

- un personnel formé et qualifié capable d'accompagner la mise à niveau des entreprises, sur le plan des compétences
- des formations dans le domaine englobant le secteur de la mode permettant de suivre et d'anticiper l'évolution du secteur, dans sa globalité.

En s'associant avec le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP), les acteurs de la branche professionnelle couture et coiffure à travers leurs associations professionnelles existantes le centre de formation, permet de garantir une formation adéquate aux jeunes (filles comme garçon) dans le métier de couture et de coiffure. Et cela permettra :

- l'adaptation rapide des jeunes formés aux besoins du secteur
- la polyvalence et l'adaptabilité aux mutations technologiques (nouvelles méthodes et nouveaux équipements) par la mise en place d'un enseignement modulaire. Une démarche similaire est entreprise par certaines structures existantes :

2 . ASPECTS PHYSIQUES ET TECHNIQUES

2.1 Processus de production : Les différents cursus

2.1.1 La formation initiale

La formation initiale doit permettre à de jeunes sénégalais, issus du système scolaire classique, d'acquérir les compétences attendues par les entreprises de couture et coiffure pour occuper les différents emplois de ce secteur d'activité avec une spécialisation fonctionnelle.

Pour la coiffure avec les modules suivants :

- ▶ Coiffure moderne
- ▶ tresses
- ▶ chignon
- ▶ foulard
- ▶ traitement des cheveux et maquillage

Pour le stylisme et la mode

- ▶ Stylisme
- ▶ modélisme et coupe
- ▶ artisanat
- ▶ technologie du matériel
- ▶ technologie des textiles

Pour les cursus de formation, la durée de deux ans à raison d'environ 40 semaines de 32 h par an, soit 2 560 heures de formation par cursus. Elles comprendront obligatoirement des stages pratiques in situ et des déplacements aux niveaux de salons partenaires pour des stages en entreprises. L'objectif de ces stages sera de permettre la découverte du milieu professionnel au niveau des salons, la transposition de compétences acquises en centre de formation, la formation à des techniques spécifiques à certains produits ou procédés que le centre n'est pas en mesure de présenter. Ces stages seront également l'occasion pour les entreprises de couture et coiffures d'évaluer le potentiel des jeunes, futurs candidats à l'emploi.

2.1.2 La formation continue

Compte tenu de l'ingénierie modulaire des formations et de la palette importante des thématiques abordées, il sera également possible de développer des dispositifs de formation spécifiques pour le personnel des salons de coutures et de coiffures pour un renforcement des capacités, axés sur leurs compétences professionnelles, et permettant l'obtention rapide (cursus de 40 à 80 heures environ) d'une certification et d'une qualification professionnelle reconnue en tant que telle par les entreprises de la branche.

2.2. Matières et Modules à enseigner

2.2.1 Normes d'hygiène et de Sécurité (Module de formation)

- Des normes chimiques (dosage des mélanges),
- Des normes physiologiques (maîtrise des diversités dermatologiques et des types de cheveux).

2.2.2 Normes Techniques

- Maîtrise du couple (type de cheveux / type de coiffure),
- Maîtrise des normes de productivité (timing des procédés).

2.2.3 Normes de Gestion

Maîtrise de la comptabilité analytique adaptée aux unités de coiffure, du fait de la diversité des produits intrants (cosmétiques, mèches, fils, etc.) et des produits finis (types de coiffure, soins de visage, traitement de cheveux, pédicure, manucure, etc.).

2.3. Flux d'entrée et de sortie par niveau de formation

1) Formation initiale

Dans la première phase de mise en œuvre du centre, le flux annuel prévisionnel est de 60 jeunes par cursus, par an pour le niveau de certification (BTS).

2) Formation continue

Chaque année, quarante cycles de formation seront mis en œuvre, ce qui permettra de former de 20 à 30 professionnels des salons par cycles, ce qui fait 200 cibles.

La démarche qualité à promouvoir dans le centre. Le centre devra ainsi mettre en place différents indicateurs permettant de mesurer son niveau de qualité, comme par exemple :

- le taux de réussite aux examens,
- le taux d'insertion des jeunes en entreprise,
- le degré de satisfaction des « clients » du centre (auditeurs et entreprises),
- le degré de satisfaction des stagiaires,
- la réactivité par rapport à une demande d'entreprise (délai de traitement),
- la proportion d'offres commerciales ayant débouchées sur une formation par rapport au nombre d'offres rédigées.

2.4. Besoins en locaux et équipements

1) Les options prises pour le dimensionnement

Le dimensionnement du centre sera basé sur une ouverture de 5 jours par semaine, à raison de 40 heures (5 x 8 heures) en cours du jour et de 6 heures (3 x 2 heures) en cours du soir.

En formation initiale, la moitié du temps de formation, soit en moyenne 16 heures par semaine, est consacré à la formation professionnelle sous forme modulaire, et mobilise les différents halls techniques, ateliers et salles spécialisées.

En formation continue, les modules techniques, se déroulent uniquement dans les différents halls techniques, ateliers et salles spécialisées.

3) Les locaux administratifs

Les locaux administratifs sont composés :

- d'une aire d'Accueil - Attente,
- de six bureaux administratifs équipés d'informatique, téléphone,
- d'une salle de réunion,
- de 4 salles de formateurs,
- d'une loge,
- d'un local pour le personnel d'entretien et de maintenance.

4) Les locaux techniques et à usage de formation

La détermination du nombre de salles et ateliers nécessaires fait apparaître un besoin de 4 salles de l'enseignement général et scientifique et de 2 ateliers pour l'enseignement professionnel:

- Une salle spécifique aux besoins de formation aux métiers de la couture et broderie avec des équipements (machines et tables de coupe)
- Une salle spécifique aux besoins de formation aux métiers de la coiffure, pédicure et manicure avec les équipements adéquats,

La formation sera fournie pour acquérir une compétence technique dans le domaine qu'elle a choisi en fonction de son projet, de ses motivations et de ses aptitudes.

Moyennes mensuelles des tarifs de formation à Dakar

libellé variété	Unité	janvier-2011
Frais d'inscription annuel cours public	annuel	7 725 F
Frais de scolarité au cours privés primaires	mensualité	17 500 F
Frais de scolarité au cours privé secondaire	mensualité	20 250 F

Source : ANSD 2011

Stratégie visant les écolages de la formation : Tarifs de formation :

Périodicité	Formation Continue	Mensualité
01 Mois		25000
02 Mois		25000
03 Mois	211.250	25000
06 Mois	583.750	25000
Formation sur 02 ans		25000

3 . ASPECTS REGLEMENTAIRES ET INSTITUTIONNELS

3.1 .Réglementation intérieure en vigueur

La structure doit pouvoir concevoir, réaliser et gérer un centre de formation –une PMI/PME- dans le cadre d'un marché local en pleine croissance. Il doit pouvoir saisir l'opportunité avec l'effet boule de neige de la croissance où une seule règle prévaut : la compétitivité et la régularité. Le promoteur de ce projet doit remplir l'une des conditions suivantes :

- Etre un professionnel de la couture ou de la coiffure ayant une bonne connaissance des marchés.
- Etre un gestionnaire ouvert sur le commercial et le marketing et disposé à investir dans l'innovation et à recruter et former des cadres techniciens de haut niveau.
- Un chef d'atelier- qui tout en maîtrisant les techniques de couture ou de coiffure doit être et disposé à recruter des cadres.
- Un financier, bon meneur d'hommes, disposé à investir dans les ressources humaines en marketing, et gestion.
- Un investisseur migrant qui dans la perspective du retour au Sénégal et grâce à une bonne organisation pourra tirer profit du coût avantageux de la main d'œuvre locale.

La nomenclature classe les produits de produit phosphaté en différentes catégories:

Nomenclature des produits de l'UEMOA

Code produit	Libellé produit
	Il n'y a pas de codification du secteur pour le moment

(Source: Commission de l'UEMOA)

3.2 . Les structures d'appui du secteur

3.2.1 . Structures administratives

- ❖ **DASP (Direction de l'Appui au Secteur Privé)** 115, rue SC 126 Sacré Cœur 3 pyrotechnie Dakar Tél. : (221) 33 869 94 94 Fax : (221) 33 864 71 71
- ❖ Direction de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Technique

3.2.2 . Structures professionnelles

- ❖ **CENTRE AFRICAIN DE L'ENTREPREUNARIAT FEMININ** : Sacré Cœur 2 tel 221338248464 Email : caef@orange.sn
- ❖ **FEMME, DEVELOPPEMENT ET ENTREPRISES EN AFRIQUE** : Villa N° 2 B, Zone B, en face de la Clinique Internationale - BP : 3921- Dakar

4 .ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

4.1 .Conditions d'installation

Un centre de formation en couture et coiffure, avant son installation, disposer du certificat de conformité environnementale.

Si l'installation des machines fixes a une puissance supérieure à 20 KW et inférieure à 250 KW, l'unité doit faire l'objet d'une simple déclaration auprès de la Direction de l'Environnement. Une étude d'impact n'est pas dans ce cas nécessaire. Si Par contre la puissance est supérieure ou égale à 250 KW, une étude d'impact est requise.

Le certificat est délivré à la suite de l'étude d'impact environnemental, dont le rapport, produit par un consultant agréé par la Direction de l'environnement, doit être validé par le comité technique qui regroupe l'ensemble de service de l'administration concernés par le projet (Direction de l'industrie, direction des Eaux et Forêts, Direction de la Protection Civile....).

Avant de démarrer l'activité, le promoteur doit, après étude, fixer les besoins en matériel de lutte contre l'incendie et respecter les dispositions du code de l'environnement pour la gestion des déchets solides et liquides.

– Les machines sont généralement équipées de mécanismes de sécurité et de prise de terre.

– L'installation électrique doit être conforme aux normes de sécurité.

Pour exercer dans cette branche il faut être un professionnel de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de préférence, ou tout autre promoteur qui a le choix d'opter pour une entreprise individuelle, après immatriculation au registre de commerce. Où opter pour une entreprise structurée sous la forme d'une société.

Les formalités à remplir avant démarrage (en annexe fiche de renseignement)

4.2. Normes

Les normes consistent à la fixation de règles, d'exigences minimales auxquelles doit satisfaire un produit ou services, qui est appelé à être commercialisé à l'échelle nationale ou internationale.

Loi 94-82 du 23 Déc. 94 Statuts des établissements d'enseignement privé

Décret 95-282 du 13 Mars 1995 Organisation du BTS

Décret 98-562 du 26 janvier 98 Conditions d'ouverture et de contrôle des établissements privés d'enseignement.

5 . ASPECTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

5.1 . Le marché national

5.1.1 . Principales caractéristiques de la demande

Avec un taux d'accroissement démographique de l'ordre de 2,7% par an, le Sénégal connaît une demande additionnelle d'environ 100 000 nouveaux demandeurs d'emploi chaque année parce que la population du Sénégal est caractérisée par :

□ **Sa jeunesse** : les jeunes constituent la masse la plus importante de la population. Les moins de 18 ans représentent 50,5% ; les moins de 30 ans près de 75%. La tranche des jeunes de 10 à 30 ans constitue 45% de la population totale et l'essentiel de la population active.

□ **L'importance de la tranche des femmes sans qualification**: les femmes forment environ 52% de la population et 26% de la population active.

□ **La faiblesse de l'accès à l'éducation et à la qualification professionnelle** :

Selon les données du recensement de 1992 qui ont été réactualisées en 2004, le secteur informel de l'artisanat de production constituait un véritable tissu économique comprenant entre autres :

23 964 entreprises dans la filière couture - confection ;

7 031 entreprises dans la filière coiffure

Le secteur de la couture et de la coiffure, vivier de l'artisanat, emploie l'essentiel de la population féminine active. Mais il traîne la tare d'un manque de professionnalisme qu'il faut vite combler à travers une formation en adéquation avec le secteur.

Le pari sur les ressources humaines ne peut être réalisé que par le biais d'un système de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle porté au niveau de priorité de l'action gouvernementale. Dans le même ordre d'idée l'accroissement du taux de qualification au sein de la population féminine demeure un enjeu politique et stratégique.

Dans tous les cas, le passage des entreprises du secteur informel au secteur moderne (migration porteuse d'espoir) ne peut s'appuyer que sur l'existence de ressources humaines qualifiées non par une formation sur le tas, mais par un système de formation diplômante /qualifiante. Il est également établi que la

modernisation et le développement des petites entreprises sont très souvent conditionnés par la qualification du patron et d'un nombre minimum de ses employés.

❖ **Evolution de la demande locale : le besoins en formation**

Au Sénégal, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) a connu une évolution assez importante en passant de 73.5% entre 1999 / 2000 à 84.4 % en 2004/2005. Les déperditions dans l'enseignement élémentaire, mettent annuellement sur le marché de l'emploi un nombre important d'enfants que le système de formation professionnelle ne peut prendre en charge. L'apprentissage sur le tas dans les entreprises du secteur informel constitue très souvent, pour cette masse de jeunes, la seule alternative, pour acquérir progressivement les rudiments d'un métier.

❖ **Les dépenses de consommation des ménages** sénégalais sont estimées pour l'année 2001/2002 à près de 2011 milliards de FCFA (ESAM II de 2002) et ils consacrent une bonne partie de leur budget 49,5% à des dépenses non alimentaires. Parmi celles ci on note, les dépenses liées à l'enseignement.

L'éducation est importante dans le processus de développement d'un pays. Les ménages sénégalais lui ont consacré 1,6% de leur budget soit 31,857 milliards en 2001/2002(ESAM II de 2002). Cette faiblesse est certainement due à la gratuité de l'enseignement public. La part des ménages est constituée des services d'enseignement, des fournitures scolaires et des services subsidiaires de l'enseignement. Les services d'enseignement (écolage et autres frais d'inscription) constituent les 67,7% (58,3% en 1995), les fournitures scolaires 23,3% (29,6% en 1995) et les services subsidiaires de l'enseignement les 9% (12,1% en 1995).

Les dépenses en services d'enseignement croissent avec le degré d'urbanisation à l'opposé des dépenses pour les fournitures scolaires. Les ménages de Dakar dépensent 74,5% de leur budget d'enseignement pour ce poste, les autres centres urbains 63,1% et les ménages ruraux 40,4%. Cette situation peut s'expliquer par la carte scolaire de chacun des trois milieux. Dakar concentre l'essentiel des écoles publiques et privées du Sénégal. Pour un service d'enseignement de qualité, les ménages de Dakar urbain fournissent plus d'effort sur le plan financier.

Répartition des dépenses d'enseignement (en FCFA) par fonction selon le milieu de résidence (Esam II).

Milieu de résidence	Ménages	Services enseignement	Part/Ménage/An
DAKAR	276 866	16 513 000 000 F	59 829 F
AUTRES VILLES	207 919	3 177 100 000 F	15 348 F
MILIEU RURAL	582 806	1 884 600 000 F	3 238 F
TOTAL	1 067 591	21 574 800 000 F	20 220 F

(Source ANSD ESAM II)

5.1.2 . Volume de l'offre existante

❖ **L'offre Formelle de formation**

L'offre de formation au Sénégal reste très déséquilibrée tant au niveau de la répartition selon les secteurs de la vie économique qu'à celui des effectifs et des structures. Le sous-secteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle comprend :

- **08 lycées techniques** développant pour la plupart, des filières de formation professionnelle,
- **05 centres** dans le secteur industriel et artisanal;
- **13 centres artisanaux** (avec des effectifs très limités);
- **34 centres d'enseignement** technique féminin
- **05 centres régionaux et départementaux** de formation professionnelle;
- **03 écoles de formation** de formateurs (ENFEFS, CNF METP);
- **04 écoles de formation supérieure**;
- **Plus de 40 instituts de formation professionnelle** privés autorisés.

Les régions de Dakar et de Thiès concentrent à elles seules plus de 72% du dispositif de formation public et privé.

Liste des entreprises formelles identifiées

RAISON SOCIALE(en millions)	CHIFFRE D'AFFAIRES - 2007	CHIFFRE D'AFFAIRES - 2008	CHIFFRE D'AFFAIRES - 2009
EXOTIF'S - SARL	53	56	59
FORMA BEAUTE SARL	30	32	33
INSTITUT CLOTILDE SARL (ex INSTITUT CLOTILDE MUGNIER)	5	5	4
BODY BEST SARL	57	60	63
ZEN ATTITUDE (NENE NDIAYE)	23	4	4
COMPLEXE SAPHIR - SUARL	29	30	32
CAIF (CENTRE D'APPUI A L'INITIATIVE FEMININ)	20	21	22

(Source ANSD/CUCI 2010)

La productivité du système est globalement faible. Elle est de l'ordre de 3 000 récipiendaires par année, toutes spécialités et tous niveaux confondus pour les structures reconnues, alors que la formation en couture et coiffure informelle à elle seule met le ¼ (750 formés par ans sans qualification reconnue).

❖ **L'offre informelle de formation des salons de coutures et coiffure**

A côté des formations sanctionnées par des diplômes d'Etat, il existe également des formations, de type moins formelle que la plupart des grands salons de coiffure (la Sophie, la Linguère, Bineta Khouma ect) et couture et de prêt à porter (Complexe Sadya, Shalimar, ect) et d'autres plus informelles (300 environs), qui sont sanctionnés par des diplômes dit "d'école" dont les référentiels ne sont pas conçus par l'Etat mais par les établissements eux-mêmes. Il s'agit de diplômes entièrement conçu par les établissements de formation avec des programmes qui n'ont reçu aucune validation académique de l'autorité de tutelle et utilisés par eux à des fins exclusives et sous leur seule responsabilité.

Les 10 CRETF et les 24 CETF implantés sur l'ensemble du territoire national jouent un rôle prépondérant dans l'éducation et la formation des jeunes filles en favorisant leur émancipation et leur implication dans la lutte contre la pauvreté et pour la citoyenneté, avec une initiation aux métiers de la couture et de la coiffure. Mais cela est insuffisant car elles doivent être renforcées par un cursus académique; à travers une formation diplômante reconnue.

5.2 . Potentiel de croissance du secteur

La plupart des pays émergents ont amorcé leur développement par le biais du secteur textile. Une formule célèbre enseignée dans les écoles d'ingénieurs textiles d'Occident est: que le taux de croissance des besoins en textiles est le double du taux de croissance de la population. Cela veut dire qu'avec un taux de croissance de la population de 3 % environ au Sénégal, les besoins textiles devraient croître de 6 % par an, ce qui est considérable.

Le centre de formation professionnelle, pourra viser la clientèle surtout des jeunes filles, sans pour autant ignorer les garçons victimes des déperditions scolaires.

- **Pour la formation initiale**, cette clientèle sera constitué de jeunes sélectionnés à l'issue d'un concours d'entrée qui bénéficient de bourses d'étude, soit de jeunes

parrainés par des coiffeuses et couturières, et soit de jeunes s'acquittant directement leurs frais de scolarité après une présélection de dossiers. Des coiffeuses et couturières pourront également inscrire leurs salariés dans des cycles de formation initiale.

- **Pour la formation continue**, la clientèle sera constituée de salariés des coiffeuses et couturières, dans le cadre du plan de formation, avec un possible accompagnement financier du FONDEF ou de tout dispositif à vocation similaire.

- Compte tenu de la mise en place de ce centre de formation spécialisé, sa zone d'influence ne doit pas se limiter au seul territoire national, et une part non négligeable de la clientèle pourra provenir de la sous-région, aussi bien pour des cursus de formation initiale que pour des modules de formation continue.

6. INVESTISSEMENTS NECESSAIRES

6.1 Equipements nécessaires pour démarrer l'activité.

Constructions

Le coût moyen constaté de construction de locaux industriels au Sénégal est actuellement de 262 000 F / m². La liste des prix des équipements, obtenue auprès d'un fournisseur est présentée dans le tableau suivant :

Equipements de locaux administratifs	Montant
Bureaux (Accueil - Attente – Fax) et équipements	9 518 000 F
Salles formation	9 679 000 F
Salle technique fluides avec équipements	14 766 000 F
Sanitaires	3 280 000 F
TOTAL	37 240 000 F

• Equipements pour salle de coiffure :

	Montant
1 Casque à vapeur,	
1 Casque Séchoir,	
1 Lave-tête professionnelle,	
2 postes de travail,	
1 Stérilisateur,	
2 Séchoirs professionnels	
TOTAL	14 197 000 F

• Equipements pour salle couture :

	Montant
Machine Sulfureuse	
Machine Gros fils	
Table de coupe	
Machine de broderie	
TOTAL	15 860 000 F

6.2 Chiffre d'affaires

6-2-1 Recettes

En l'absence de définition de la subvention éventuellement accordée par l'État, les recettes sont constituées des frais de scolarité de la formation initiale, de la formation continue et de la vente des prestations.

Formations initiales : cibles 50

Les frais de scolarité annuels suivant l'origine des étudiant, et le niveau des formation (BTS), ont été déterminés comme suit (en CFA 25 000/ mensuel ou 250 000 F / an) :

Formation continue : cibles 75

Par rapport aux prix actuellement pratiqués au Sénégal pour des formations techniques de niveau équivalent, le tarif de la formation continue à été déterminé comme suit (en CFA 15 000/ mensuel ou 150 000 F / an).

6-2-2 Dépenses d'exploitation

La détermination des dépenses comprend :

- Les frais de personnel administratif, variables selon les hypothèses,
- Les frais liés à la réalisation des formations (formateurs permanents, vacataires, prestations,...), variables selon les hypothèses,
- Le budget de fonctionnement du centre, en partie fonction des effectifs accueillis,
- L'amortissement des équipements.

6.3 Charges d'exploitation prévisionnelles : fixes et variables

Désignation	Montant Total
Eau électricité, gardiennage etc.	4 500 000 F
Autres charges de gestion et de bureautique	2 000 000 F
Total charges variables	6 500 000 F
Frais financiers	2 500 000 F
Salaires et Autres charges	12 000 000 F
Amortissement	6 729 700 F
Total charges fixes	21 229 700 F
TOTAL CHARGES	27 729 700 F

6.4 . Compte d'exploitation prévisionnel

PRODUIT	Montant
Produits issues des Formations initiales : cibles 100	25 000 000 F
Produits issues des Formations continue : cibles 75	11 250 000 F
TOTAL	36 250 000 F

6.1 Rentabilité financière

PRODUIT	Montant
Revenu brut d'exploitation	36 250 000 F
Charges variables	6 500 000 F
Charges fixes	21 229 700 F
REVENU BRUT D'EXPLOITATION	8 520 300 F
Impôts sur le revenu	2 130 075 F
REVENU NET D'EXPLOITATION	6 390 225 F
CASH FLOW	13 119 925 F

	Ratio
Ratio du retour sur investissement ROI:	5 ans et 1 mois
Rentabilité exploitation	17,62%
Taux de rentabilité interne (TRI) sur 3 ans	27%

7. ANALYSE DE L'ATTRACTIVITE ET DE LA FAISABILITE DU CRENEAU

Données de référence activités BDEF 2010						
EDUCATION	2007	2008	2009			
Chiffres d'Affaires en millions de F	14 501	15 288	16 209			
Taux de croissance du CA		5,4%	6%			
Valeur des exportations en % CA						
Importance de la valeur ajoutée en millions de F	6 024	4 217	4 365			
Importance de la valeur ajoutée en %	42%	28%	27%			
Importance Innovation et R&D en millions de F						
CAS PRATIQUE : EXOTIF'S - SARL						
	2007	2008	2009			
Chiffres d'Affaires en millions de F	53	56	59			
Taux de croissance du CA		5,6%	5,3%			
Part des exportations en % CA						
Résultats Appréciation Créneau		1	2	3	4	5
Attractivité du créneau et Participation à la croissance						
	<i>Niveau de croissance</i>	5%	10%	15%	20%	30%
Quel est le niveau de Croissance du marché						
	<i>Niveau de production, et transformation</i>	Très faible	faible	Moyen	Important	Très important
Niveau de valorisation et gamme de produits						
	<i>Possibilités d'exportation</i>	Très faible	faible	Moyen	Important	Très important
Importance des Marchés à l'exportation						
	<i>Niveau Valeur ajoutée</i>	5%	10%	15%	20%	30%
Importance de la valeur ajoutée à dégager						
Faisabilité et existence de Facteurs Clés de Succès FCS						
	<i>Innovation et Niveau de technicité</i>	Très faible	faible	Moyen	Important	Très important
Les possibilités d'innovation, connaissance technologique ?						
	<i>Apport au développement des régions</i>	Très faible	faible	Moyen	Important	Très important
Apport au développement local ou régional						

8. CONTACTS ET SOURCES D'INFORMATION

Organismes professionnels d'appui au Sénégal

Office National de Formation Professionnelle

Tél. 33 822.88.60, Fax 33.821.86.77, onfpsn@yahoo.fr

Fonds de Développement de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (FONDEF)

BP 45855 Dakar Fann, www.fondef.org, Tél : 33-869-25-80, fondef@orange.sn